

COMMUNIQUE DE PRESSE

Logiciel espion Pegasus: la commission d'enquête adopte un rapport ambitieux pour éviter qu'un tel scandale ne se reproduise

La Commission d'enquête PEGA, du nom du logiciel espion Pegasus, du Parlement européen, adoptera ce soir son rapport sur l'utilisation illégale de logiciels espions. Près de deux ans après les révélations du collectif de journalistes Forbidden Stories sur l'emploi massif de ce logiciel partout dans le monde et dans l'Union européenne (Hongrie, Pologne, Espagne, Grèce), à l'encontre de journalistes, de défenseurs des droits humains, d'avocats, d'opposants politiques et d'hommes et femmes politiques, au mépris des droits fondamentaux et des principes démocratiques, l'eurodéputée Saskia Bricmont salue le résultat des travaux de la commission d'enquête, dont elle est coordinatrice pour le groupe Verts/ALE.

“Malgré une politisation extrême du dossier, des interférences nationales, et l'absence de coopération manifeste des États membres et de la Commission européenne, le rapport final de notre commission d'enquête dresse un état des lieux complet du problème et est assorti de recommandations ambitieuses”, se félicite Saskia Bricmont. “Les conclusions de notre commission d'enquête sont accablantes et ne font l'impasse sur aucun abus et pratiques connus à ce jour. Les États ne pourront plus se cacher derrière un argument fallacieux de sécurité nationale pour justifier l'utilisation de ce type de logiciel de surveillance, justificatif trop souvent utilisé pour surveiller et faire condamner ou nuire à des opposants politiques, ou faire taire toute critique. Outre les recommandations à l'égard des États membres et de la Commission européenne, l'action des Verts/ALE a aussi permis d'introduire un chapitre relatif au rôle des États tiers dans ce type d'espionnage et au cadre à mettre en place.”

Le rapport Pegasus met en lumière les domaines dans lesquels des actions sont nécessaires de toute urgence, au travers de recommandations à l'adresse de la Commission européenne et des États membres. Son adoption ce soir en commission parlementaire PEGA sera suivie par un vote en séance plénière le mois prochain.

“Nous appelons à mettre en place un ensemble de conditions très strictes pour l'utilisation des logiciels espions de type Pegasus. Ce cadre doit être mis en place pour la fin de l'année, et correspond de facto à un moratoire. Nous demandons également la création d'un laboratoire technologique européen, sur le modèle de Citizen Lab, pour permettre notamment d'apporter une assistance aux citoyens”, ajoute l'eurodéputée Ecolo.

Ce rapport n'est pas contraignant et aurait pu être plus ambitieux sur certains aspects, pointe Saskia Bricmont. Elle estime toutefois qu'il s'agit d'une étape clé pour établir les

Saskia Bricmont

Députée Ecolo au Parlement européen

responsabilités, faire toute la transparence sur ce scandale, apporter des réponses aux victimes et éviter qu'un tel scandale ne se reproduise. Les Verts/ALE déposeront plusieurs amendements en session plénière pour renforcer la portée des recommandations.

“Violer les droits fondamentaux, notamment à la vie privée, des élu.es, avocat.es, journalistes, militant.es... est une atteinte grave à la démocratie et à l'État de droit. Cela peut entraîner un puissant effet paralysant, capable de les dissuader de faire leur travail ou de revendiquer leurs droits. Qu'elles viennent d'États membres ou d'États tiers, l'UE ne peut accepter de telles pratiques qui remettent en cause ses valeurs et principes”, conclut l'eurodéputée.

Le vote aura lieu ce soir entre 19 et 21h, et pourra être [suivi en streaming](#). Le rapport détaillé est disponible sur demande.

Contact presse:

Camille Goret

camille.goret@europarl.europa.eu

+32 493 18 82 80